

## COMMUNIQUE DE PRESSE

**Les portails ferment les chemins du quotidien : quand la ville se clôture, ce sont les habitants qui subissent.**

À Marseille, la multiplication des clôtures et portails privatifs bouleverse profondément la vie quotidienne des habitants. L'exemple récent des **Jardins des Chutes-Lavie**, où un portail interdit désormais le passage entre deux rues, illustre cette tendance lourde qui perdure : celle d'une **fragmentation urbaine** qui sape la mobilité piétonne, la cohésion sociale et l'accès aux services publics de proximité.

Pour « protéger » une résidence d'environ **38 logements privés**, patrimoine vendu par **Habitat Marseille Provence (HMP)**, c'est **tout un quartier de près de 7 000 habitants** qui se retrouve entravé dans ses déplacements. Les **locataires HMP des immeubles voisins**, pourtant majoritaires dans le périmètre initial, n'ont pas été consultés lors du vote de fermeture. Pire, HMP, qui détenait **62 % des voix en assemblée**, a voté en faveur de la fermeture, s'alignant sur la position d'une minorité de copropriétaires privés.

Le résultat est absurde : pour rejoindre un service public situé à quelques dizaines de mètres — **crèche municipale, jardin public, centre municipal d'animation ou ancienne école maternelle** — les habitants doivent désormais emprunter le **boulevard Guigou**, une voie pentue, sans trottoirs adaptés, rallongeant un trajet de **2 à plus de 15 minutes** pour les familles, les personnes âgées et les enfants.

Ce n'est pas un simple fait divers, mais le symptôme d'une **ville qui se replie sur elle-même**. Comme l'ont analysé de nombreux chercheurs géographes tels que **Julien Dario, Damien Rouquier, Sébastien Bridier ou encore Élisabeth Dorier**, ces clôtures et barrières matérialisent les fractures sociales et territoriales : elles traduisent une **privatisation rampante de l'espace urbain**, souvent justifiée par un discours sécuritaire, mais dont les effets sont profondément inégalitaires. La rue, espace collectif, devient un territoire défendu ; la marche, pourtant la forme de mobilité la plus universelle, devient un parcours du combattant.

Pour **MarsMob**, qui milite pour une **ville marchable, respirable, ouverte et solidaire**, ces situations sont inacceptables. La fermeture de passages publics ou d'axes piétonniers doit être strictement encadrée, et **toute entrave à la circulation piétonne vers les écoles, crèches ou équipements publics** doit être considérée comme une atteinte à la mobilité de proximité et au droit à la ville.

MarsMob appelle la **Ville de Marseille**, les **bailleurs sociaux** et les **associations d'habitants** à se saisir de ces situations pour **rétablir les continuités piétonnes, rouvrir les passages publics**, et inscrire dans chaque projet urbain le **principe d'accessibilité pédestre universelle**.

*« Fermer un passage, c'est fermer un accès à l'école. La ville doit rester un espace commun, ouvert à tous les enfants et à toutes les familles. » Arnaud Dupleix, représentant FCPE 13, membre de MarsMob.*

MarsMob portera cette exigence dans le débat municipal à venir, pour que **Marseille reste une ville qui se traverse, qui se vit et qui se partage**.

**Nous serons donc présents mardi 14 octobre à 10h en soutien du collectif des habitants des Chutes-Lavie devant le 2A, rue de la Pépinière 13004 Marseille.**

**Contacts** : MarsMob : [contact@marsmob.fr](mailto:contact@marsmob.fr), <https://marsmob.fr/> — Arnaud Dupleix, FCPE13 [fcpe.marseille@gmail.com](mailto:fcpe.marseille@gmail.com), 06 95 98 94 11 — Collectif des habitants des Chutes-Lavie : [collectifchuteslavie@gmail.com](mailto:collectifchuteslavie@gmail.com), 06 51 41 53 31.

